

# L'état français n'a plus depuis longtemps les moyens financiers pour gérer correctement ses administrations

Depuis de nombreuses années presque toutes les administrations réclament des fonds pour les moderniser, mais aussi payer correctement leurs employés : fonctionnaires. Quelque soit les gouvernements, il est devenu impossible de répondre à leur demande sans continuer à s'endetter encore plus lourdement. Ce qui est le plus grave, c'est que l'état n'a plus aucune possibilité financière de mettre en place des investissements productifs. Il ne fait que renflouer les dettes des administrations par des déficits. Le « trou » bouché en 2019 a atteint la modique somme de 220 milliards.

Les administrations qui vont très mal :

Le Ministère de la Santé (et des solidarités)

Prenez le cas de la santé, notamment les hôpitaux, c'est une crise qui est devenue sans précédent. L'hôpital public est en train de s'écrouler annonce Le Professeur Frédéric Adnet. Il est suivi par de nombreux collègues notamment les professeurs Stéphane Dauger et Xavier Mariette, Agnès Hartmann de Paris, François Nicoli et André Grimaldi à Marseille. C'est aussi les 5000 professeurs qui projettent de démissionner avec les 268 établissements en grève.

Les titres des journaux fusent : Grève dans les hôpitaux : Le jeudi noir historique des blouses blanches. Sous pression budgétaire depuis des années, portée à ébullition par la grève des urgences, la cocotte-minute de l'hôpital a fini par exploser ! La référence étant la très grande manifestation du Jeudi 15 novembre 2019 lancé par le collectif inter-Hôpitaux auquel s'est joint le collectif Inter-Urgences.

Un manifeste s'en est dégagé. Il a proposé quatre mesures présentées par Zainab RIET, Directrice Générale de la Fédération Hospitalière de France (FHF qui représente 1000 hôpitaux).

La première, trouver les moyens de redonner du souffle et de l'oxygène aux structures médico-sociales publiques qui sont asphyxiées.

La deuxième mesure, c'est la revalorisation des métiers de l'hôpital pour provoquer un choc d'attractivité.

La troisième mesure, il est nécessaire de retrouver un investissement répondant aux besoins actuels et futurs.

La quatrième, en réduisant des actes non pertinents, nous dégagerons 2 milliards d'euros, de quoi couvrir presque la totalité investissements immédiats.

Elle demande également que l'Ondam (Objectif de dépenses de l'assurance maladie) soit à minima à 2,4% pour l'avenir, alors qu'il est prévu globalement à 2,1%. C'est un décrochage particulièrement inquiétant. Elle rappelle que l'investissement s'était déjà « écroulé » passant de 5 milliards d'euros à 3 milliards d'euros.

Dans ce ministère, il ne faut pas oublier, les infirmières qui ont été les premières à manifester et à défilé. Elles considèrent être les grandes oubliées du plan santé dénonçant le mépris du gouvernement d'avoir cédé au « lobby » des médecins et à la course à la rentabilité, surtout dans les hôpitaux.

Le Ministère de l'intérieur

La crise de la police : Première raison pour expliquer cette « crise » ; les conditions de travail déplorables. En premier, le manque de moyens et d'équipements confirmé par un rapport parlementaire du 9 mars 2019. (Un de plus). La commission qui a passé cinq mois parmi la police et la gendarmerie a dressé un constat très inquiétant : Le système est au bord du gouffre, le personnel travaille dans des conditions déplorables.

Près d'un commissariat sur quatre est vétuste, à très vétuste.

Après cinq mois passés parmi la police et la gendarmerie et plus de 250 auditions, les députés de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur « les missions et les moyens des forces de sécurité » dressent un constat inquiétant. Exemple à Fontainebleau où une partie du bâtiment s'est écroulé sur les voitures et policiers. Les blindés utilisés sont presque tous obsolètes. Les policiers sont même obligés de s'acheter une partie de leur équipement, jusqu'au manque de carburant !

Au 31 décembre dernier, 123 millions d'heures supplémentaires étaient non récupérées soit 164 en moyenne par agent ! Soit Ilsquo;équivalent de 8200 policiers sur une année. Et sans compter un nombre de suicides inquiétants !

#### Le ministère de l'agriculture

Chez les agriculteurs et le monde paysan, la grogne est constante. On ne compte plus les manifestations avec blocage de routes, autoroutes, préfectures, épandages de fumier, etc. Pour beaucoup leur rentabilité financière est quasi nulle. Leurs revenus nets sont souvent largement en-dessous du smic. Un agriculteur se suicide tous les deux jours ! Les raisons de leur désarroi sont nombreuses ; un endettement élevé, des prix bas, des crises sanitaires, les changements imposés par le climat, les exploitations qui ferment... Le seul moyen pour eux de s'en sortir serait une forte hausse du pouvoir d'achat des français qui auraient ainsi les moyens d'acheter mieux et plus cher.

#### Le ministère de l'enseignement

Depuis des années les enseignants du public et même du privé dénoncent des suppressions de postes, l'accumulation de réformes et le manque de moyens. La réforme des Lycées, celle du Bac, la loi ORE (Loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants), Parcoursup et maintenant la réforme des retraites ont été et sont la cause de nombreuses manifestations et même de grèves.

Le mécontentement s'est aussi installé dans l'enseignement supérieur et la recherche publique (MIREs). Les moyens financiers sont jugés très insuffisants surtout dans les EPST (Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique) et les universités. Le manque de personnel provoque des dégradations de plus en plus flagrantes de la qualité de l'enseignement.

#### Le ministère de la Justice

Entre le manque de personnel qualifié et la hausse importante du nombre de dossiers à traiter, les délais s'allongent inévitablement et finissent par donner lieu à une Justice sans visibilité pour les Français.

« Je connais même un tribunal où on n'imprime plus les jugements, parce qu'il n'y a plus d'argent pour les ramettes de papier. » Phrase prononcée par Jean-Jacques Urvoas, Garde des Sceaux sous le gouvernement Hollande.

Aujourd'hui, notre taux de surpopulation carcérale est de 114 %, alors que l'Allemagne est à 86 % et le Royaume-Uni à 97 %. La vétusté et le manque de personnel poussent fréquemment détenus et surveillants à la crise de nerfs, engendrant mutineries et prises d'otages.

#### Le ministère de l'Armée

Les conclusions sont accablantes. Selon un rapport de la commission des Finances du Sénat, le patrimoine immobilier de l'Armée serait dans un état proche de l'insalubrité. La plupart des

équipements sont obsolètes.

Un épisode marquant a révélé les tensions importantes qui existaient concernant le manque d'investissements dans l'armée. Un révélateur, c'est la démission du Chef d'état-major des armées Pierre De Villiers alors qu'il avait critiqué ouvertement les coupes budgétaires que le gouvernement lui imposait. Depuis, un rétablissement des crédits s'est effectué sans pour autant régler tous les problèmes loin s'en faut. Cela a calmé le « jeu ».

Tous les ministères, à des niveaux plus ou moins importants, sont en déficit budgétaire, comme le sont presque toutes collectivités territoriales. Parmi celles-ci, les départements qui sont écrasés par le paiement du RSA et la prime d'activité qui ne cesse d'atteindre des sommets : 100.000 bénéficiaires du RSA en 2009, 3.900.000 en 2019 et 6.500.000 bénéficiant de la Prime d'activité (ou la CAF pour la prime) !

Depuis des décennies tous les gouvernements ont fait des promesses, mais seulement des replâtrages, sans aucune analyse globale de fond et surtout apporter les seules décisions qui remonterait le niveau de la France par le bas.

[www.danielmoinier.com](http://www.danielmoinier.com)